

Etat de droit : l'échec de l'élargissement européen

Si l'intégration économique de dix pays en 2004 a été un succès, les reculs sur des sujets de société appellent des réformes **Page 6**

Si l'intégration économique de dix pays en 2004 a été un succès, les reculs sur l'indépendance de la justice et la liberté de la presse dans plusieurs Etats membres appellent des réformes

Vingt ans après, l'échec de l'élargissement européen sur la question de l'Etat de droit

Démocratie

Les autorités géorgiennes ont annoncé ce mercredi l'arrestation de 63 manifestants pro-européens. Réunis mardi à Bruxelles, **les ministres des Affaires européennes de l'Union ont appelé à renforcer les moyens de contrôle de l'état de droit dans la perspective d'un nouvel élargissement à l'Est, vingt ans après celui de 2004.**

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

DRÔLE D'ANNIVERSAIRE. Mercredi 1^{er} mai, les autorités de Géorgie, pays auquel l'Union vient d'accorder un statut de candidat à l'adhésion, ont annoncé l'arrestation de 63 manifestants pro-européens. La veille au soir, les policiers ont violemment réprimé une mobilisation contre une loi d'inspiration russe pour considérer comme agents de l'étranger les médias tirant 20% de leurs financements hors du pays.

Tout un symbole, alors qu'à Bruxelles, on fête les vingt ans du grand élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et orientale (Peco), le 1^{er} mai 2004 (République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie, Slovaquie, Malte et Chypre). Alors que la guerre en Ukraine a ouvert la voie à un nouvel élargissement, on sait ce qui a cloché avec le précédent : le contrôle de l'Etat de droit. « Ce n'est pas l'économie ukrainienne qui la fera rentrer dans l'Union, c'est la réforme de son système juridique », souligne Elise Bernard, responsable des études de la foundation Robert Schuman.

Mobilisation. « L'UE est une union de valeurs plus que tout, ce n'est pas seulement une machine à cash ou une organisation transactionnelle », a souligné mardi la ministre belge des Affaires européennes, Hadja Lahbib, à l'occasion d'un conseil avec ses homologues à Bruxelles. À cette occasion, les ministres français, allemand et polonais, ont déclaré que

le prochain mandat de la Commission devait faire « une priorité de la protection et du renforcement de l'Etat de droit, [défini comme] un système judiciaire fonctionnel doté de ressources humaines et budgétaires suffisantes, un cadre efficace et complet de lutte contre la corruption et un système de contre-pouvoirs constitutionnels, qui va de pair avec la liberté et le pluralisme des médias ».

« C'est un signal fort que la Pologne soit signataire », insiste auprès de l'Opinion le Français Jean-Noël Barrot. En effet, de 2015 à 2023, le parti Droit et Justice (PiS) a affaibli l'indépendance de la justice polonaise et assis son influence sur les institutions. Un maillage compliqué à défaire pour le nouveau premier ministre Donald Tusk. En Hongrie, Viktor Orban assume avoir construit un régime « illibéral » depuis 2010. Désormais, le populiste Robert Fico fait de même en Slovaquie. Il vient de faire passer une loi pour prendre le contrôle de la radio et télévision publiques. De leur côté, Roumanie et Bulgarie viennent seulement de sortir du mécanisme de surveillance spécial de l'Etat de droit mis en place par Bruxelles lors de leur adhésion en 2007.

« Ce n'est pas tant l'Etat de droit comme condition pour rejoindre l'UE qui a été sous-estimé, mais plutôt le risque que les pays fassent marche arrière après être entrés, explique Ian Bond, directeur adjoint du centre pour les réformes européennes (CER). Or faute de mécanisme pour continuer de le faire respecter, rien n'empêche des États de revenir sur leurs engagements ». « Quinze ans seulement après la chute du communisme, l'Europe centrale et orientale avait réussi à construire de bonnes institutions, mais on aurait dû anticiper plus d'instruments pour les défendre », approuve le polonais Tomasz Bielecki, analyste senior chez Polityka Insight.

Si vous violez les règles économiques du marché intérieur, la Commission européenne peut vous sanctionner et assigner en justice, mais dans le domaine des valeurs, les Etats ont longtemps été protégés de toute sanction par la règle de l'unanimité. Depuis 2022 seulement, Bruxelles prive les récalcitrants de certains fonds européens. La France et l'Allemagne appellent à renforcer ces conditionnalités financières. Les Vingt-Sept doivent en discuter fin juin.

Faible compréhension. Gare, toutefois, à ne pas réduire ce problème à la question de l'élargissement. Certes, les « décennies de régime totalitaire ont eu un effet dramatique sur l'Europe centrale et orientale », reconnaissait en décembre dernier dans l'Opinion le Tchèque Stefan Fule, ancien commissaire à l'élargissement. Mais « vous pensez que la France est bien placée pour donner des leçons, avec ses lois passées sans le Parlement, la surveillance policière et les votes pour les extrêmes en hausse? », s'exclame un fonctionnaire bruxellois originaire des Peco, qui juge « embarrassante la faible compréhension de l'Est par les vieux Etats membres, encore aujourd'hui ».

« On ne peut nier qu'il y a un problème avec l'héritage du communisme, mais il y a aussi des atteintes à la liberté des médias en Grèce et une corruption systémique en Italie, résume Tomasz Bielecki, par ailleurs correspondant à Bruxelles pour le quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*. Les analystes, politiciens et fonctionnaires européens tendent à se concentrer sur l'Europe centrale et orientale. Je suis euro-enthousiaste, mais je me sens parfois traité avec condescendance par les Occidentaux. Vingt ans après l'élargissement, on nous donne encore l'impression qu'on vient de nous accepter à l'école ».

Depuis plusieurs années, la Commission européenne s'inquiète de la manière de nommer les juges irlandais. En Espagne, la droite dénonce l'accord d'amnistie du Premier ministre Pedro Sanchez avec les indépendantistes catalans, une « brèche claire de la séparation des pouvoirs » selon l'ancienne ministre aux Affaires européennes Ana Palacio. Et au Royaume-Uni, certes sorti de l'Union, le gouvernement vient de passer une loi pour empêcher la justice de déclarer le Rwanda comme un pays non sûr pour les demandeurs d'asile. @JadeGrandinX

« Je suis euro-enthousiaste, mais je me sens parfois traité avec condescendance par les Occidentaux », regrette un fonctionnaire bruxellois originaire d'un des pays d'Europe centrale et orientale



Viktor Orbán et Robert Fico
au Sommet de l'Union européenne,
à Bruxelles, le 22 mars.

SIPA PRESS